



**PRÉFÈTE  
DE LA MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
Bureau des procédures environnementales  
et foncières**

**Arrêté n° 53DCBPEF-2025-181 en date du 10 décembre 2025**

- portant mise en demeure à l'encontre de la société PASSENAUD RECYCLAGE, de régulariser la situation administrative de son site implanté 41 rue Jean-Baptiste Lafosse, Z.I. des Touches, sur la commune de Laval, et exploitant des installations de dépollution de VHU, de collecte, transit, regroupement et tri de déchets dangereux et non dangereux ;
- portant mesures conservatoires dans l'attente de la régularisation de la situation administrative prises à l'encontre de la société PASSENAUD RECYCLAGE, pour son site implanté rue Jean-Baptiste Lafosse, ZI des Touches, sur la commune de Laval.

La préfète de la Mayenne,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 30 juillet 2025 portant nomination de Mme Nadège BAPTISTA, préfète de la Mayenne ;

Vu l'article L. 511-9 du code de l'environnement relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiée relative aux émissions industrielles ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2010-P-650 du 14 juin 2010 autorisant la société PASSENAUD RECYCLAGE, à exploiter un site de transit et de stockage de déchets métalliques, des déchets industriels banals provenant d'industries et de collectivités locales, de déchets industriels spéciaux, situé Z.I. des Touches, 41 rue Jean-Baptiste Lafosse, à Laval ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2019 portant renouvellement de l'agrément n°PR-53-00006-D délivré à la société PASSENAUD RECYCLAGE pour l'exploitation de ses installations de dépollution et démontage et stockage de véhicules hors d'usage (VHU) situées Z.I. des Touches, 41 rue Jean-Baptiste Lafosse à Laval ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> septembre 2025 régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

Vu la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets de la direction générale de la prévention des risques (DGPR) en date du 27 avril 2022 ;

Vu la demande de bénéfice des droits acquis formulée le 9 décembre 2013 par la société PASSENAUD RECYCLAGE, au titre des articles L. 513-1 et R. 513-1 du code de l'environnement, concernant les rubriques 2710 et 2712 de la nomenclature des ICPE ;

Vu le porter à connaissance reçu le 23 décembre 2021 relatif à la mise à jour de la situation administrative de l'établissement PASSENAUD RECYCLAGE ;

Vu la visite de l'inspection des installations classées en date du 4 novembre 2024 sur le site de la société PASSENAUD RECYCLAGE implanté 41 rue Jean-Baptiste Lafosse, Z.I. des Touches, sur la commune de Laval ;

Vu la visite de l'inspection des installations classées en date du 1<sup>er</sup> octobre 2025 sur le site de la société PASSENAUD RECYCLAGE implanté 41 rue Jean-Baptiste Lafosse, ZI des Touches, sur la commune de Laval ;

Vu le mail du 4 novembre 2025 de l'exploitant PASSENAUD RECYCLAGE, transmis par l'intermédiaire de son conseil concernant le positionnement de la situation administrative de son site implanté 41 rue Jean-Baptiste Lafosse, Z.I. des Touches, sur la commune de Laval ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 7 novembre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, à la suite de la visite d'inspection du 1<sup>er</sup> octobre 2025 ;

Vu la transmission du rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 novembre 2025 à la préfète de la Mayenne, conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées en date du 7 novembre 2025, notifié le 10 novembre 2025, transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à la société PASSENAUD RECYCLAGE, et lui accordant un délai de 15 jours pour présenter ses éventuelles observations, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant reçues par courriel en date du 24 novembre 2025, sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure qui lui a été soumis dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 1<sup>er</sup> octobre 2025, il a été constaté que la quantité de déchets dangereux présents au titre de la rubrique 2710-1 (collecte des déchets dangereux) était supérieure au seuil déclaré par l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 1<sup>er</sup> octobre 2025, il a été constaté que la quantité de déchets dangereux présents était supérieure au seuil de la rubrique IED 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 1<sup>er</sup> octobre 2025, il a été constaté que la quantité de déchets dangereux présents était supérieure au seuil de l'autorisation pour la rubrique 2718 (stockage temporaire de déchets dangereux) ;

Considérant de ce qui précède, que les activités du site exercées au titre des rubriques 2710-1 et 3550 relèvent du régime de l'autorisation ;

Considérant de ce qui précède, que les modifications intervenues sur le site sont considérées comme une modification substantielle des activités et qu'un nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale doit être déposé ;

Considérant que le site accueille des quantités supplémentaires de déchets dangereux, pour lesquelles il ne dispose pas de conditions de stockage suffisamment sécurisées ;

Considérant que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement qui dispose que :  
*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. » ;*

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société PASSENAUD RECYCLAGE de régulariser sa situation administrative ;



Considérant que le rapport et le projet d'arrêté de mise en demeure ont été transmis à l'exploitant, qui a été invité, dans le cadre de la procédure contradictoire, à émettre éventuellement des observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que l'exploitant a formulé des observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La société PASSENAUD RECYCLAGE, dont le siège social est situé 38, Rue de Berri à Paris (75008), exploitant des installations de dépollution de VHU, de collecte, transit, regroupement et tri de déchets dangereux et non dangereux sur le site implanté 41 rue Jean-Baptiste Lafosse, Z.I. des Touches, sur la commune de Laval, est mise en demeure :

**– de régulariser sa situation administrative, soit :**

- en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale en préfecture ou sur la plateforme GUNEnv via le site [Entreprendre.Service-public.fr](http://Entreprendre.Service-public.fr) ;
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement ;

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure et fourni une mise à jour de sa situation administrative ;
- dans le cas où il opte pour la cessation partielle d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois à compter de la notification du présent arrêté, et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale, ce dernier doit être déposé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc...)

**– de mettre en place des mesures conservatoires :**

Sans attendre la constitution et le dépôt de ce dossier et la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale, l'exploitant met en place les mesures conservatoires nécessaires pour protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et respecter les seuils pour lesquels il est autorisé.

Il est demandé à la société PASSENAUD RECYCLAGE à compter de la date de notification du présent arrêté :

- de cesser sous 24 heures les apports de déchets dangereux tant que les quantités autorisées et rappelées dans le tableau ci-dessous ne sont pas atteintes ;
- d'évacuer les déchets dangereux pour revenir dans les quantités autorisées et rappelées dans le tableau ci-dessous ;

Rubriques ICPE	Quantité instantanée autorisée sur le site
Rubrique 2710-1	< 7 tonnes
Rubrique 3550 (2710-1 + 2718)	< 50 tonnes

Les quantités définies dans le tableau doivent être respectées jusqu'à la régularisation administrative de l'établissement.

### **ARTICLE 2**

L'exploitant adresse à la préfète de la Mayenne (direction de la citoyenneté – bureau des procédures environnementales et foncières) et à l'inspection des installations classées, dans le délai fixé à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à ce même article.

### **ARTICLE 3**

Dans le cas où l'une ou plusieurs des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 4**

L'arrêté est publié pour une durée minimale de deux mois, et jusqu'à la justification du respect de toutes les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, sur le site internet des services de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>

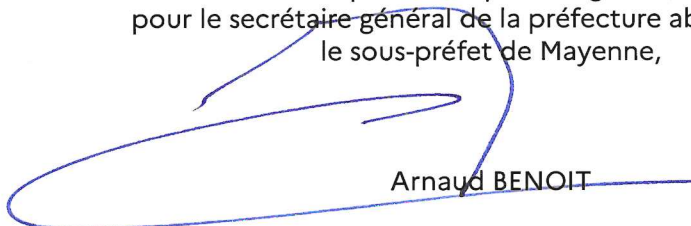
### **ARTICLE 5**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé réception.

### **ARTICLE 6**

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,  
pour le secrétaire général de la préfecture absent,  
le sous-préfet de Mayenne,



Arnaud BENOIT

### **Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne.



**ANNEXE à l'arrêté préfectoral portant mise en demeure  
à l'encontre de la société PASSENAUD RECYCLAGE**

**Article L. 171-7 du code de l'environnement**

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. Elle peut, en outre, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € par le même acte que celui de mise en demeure ou par un acte distinct.

Elle peut, par le même acte ou par un acte distinct, suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, opérations, activités ou aménagements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent.

L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure.

L'autorité administrative peut, à tout moment, afin de garantir la complète exécution des mesures prises en application des deuxième et troisième alinéas du présent I :

1° Ordonner le paiement d'une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de ces mesures. Elle peut, en sus de l'astreinte, infliger une amende au plus égale à 45 000 €. L'amende et l'astreinte sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement. Les deuxième et troisième alinéas du 1° du II de l'article L. 171-8 s'appliquent à l'astreinte ;

2° Obliger la personne mise en demeure à s'acquitter, entre les mains d'un comptable public, du paiement d'une somme correspondant au montant des travaux ou des opérations à réaliser. Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. L'opposition devant le juge administratif à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative n'a pas de caractère suspensif.

Une fois la somme recouvrée par le comptable public, celui-ci procède à sa consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de déconsignation et les conditions dans lesquelles les sommes consignées sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution, par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil, ainsi que les conditions de leur utilisation en cas d'ouverture d'une procédure collective ;

3° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées auprès de la Caisse des dépôts et consignations en application du 2° du présent I sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées.

II.-S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, ou si la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification est rejetée, ou s'il est fait opposition à la déclaration, l'autorité administrative ordonne la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent code.

Elle peut faire application du II de l'article L. 171-8 aux fins d'obtenir l'exécution de cette décision.

III.-Sauf en cas d'urgence, et à l'exception de la décision de mise en demeure prévue au premier alinéa du I du présent article, les mesures mentionnées au présent article sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

